

# Bilinguisme: Vaud et Berne tissent des liens pour leurs gymnasiens

**Nouvelle convention** Les étudiants du Pays-d’Enhaut et du Saanenland (BE) pourront faire leur maturité des deux côtés de la frontière cantonale. Un premier pas vers le désenclavement de la région?

David Genillard

Une même rivière – la Sarine –, une même vallée et des collaborations nombreuses: de part et d’autre de la frontière valdo-bernoise, le Pays-d’Enhaut et le Saanenland entretiennent des liens étroits. «Nos régions collaborent dans les domaines du tourisme, de la santé ou encore du social, énumère Christoph Däpp, directeur du site scolaire de Gstaad (BE), rattaché au gymnase d’Interlaken. Elles le font plus étroitement dans celui de la formation.»

Dès la rentrée scolaire d’août, une nouvelle convention permettra aux adolescents de ce secteur de fréquenter indifféremment un gymnase vaudois ou bernois. L’objectif est d’encourager le bilinguisme, explique Christine Häsler, directrice de l’Instruction publique et de la Culture du canton de Berne. «Dans certaines régions, y compris Berne, certains veulent supprimer l’enseignement du français. Comme cheffe de l’éducation d’un canton bilingue, c’est quelque chose que je ne comprends pas. Nous devons au contraire renforcer notre compréhension mutuelle.»

Son homologue vaudois, Frédéric Borloz, abonde. «Ces mouvements sont inquiétants. Avec cette convention, nous allons à l’encontre de cette tendance. En parallèle, la Conférence intercantonale de l’Instruction publique de la Suisse romande et du Tessin travaille à améliorer notre manière d’enseigner l’allemand. C’est la meilleure réponse que nous puissions donner à ceux qui souhaitent que le français ne soit plus enseigné.»

## Maturité plus courte dans le canton de Vaud

Concrètement, les gymnasiens damounais qui le souhaitent fréquenteront les classes de Gstaad. Les Bernois se rendront principalement à Burier puis à Aigle,



L’initiative visant à favoriser le bilinguisme est partie de la conseillère d’État bernoise Christine Häsler. Son homologue vaudois Frédéric Borloz l’a accueillie avec enthousiasme, à une époque où l’enseignement du français est menacé, outre-Sarine. Chantal Dervey

dès l’ouverture du gymnase du Chablais en 2027.

Deux écueils pourraient toutefois refroidir l’enthousiasme, de part et d’autre. La maturité bernoise se déroule sur quatre ans, contre trois pour les Vaudois. Ces derniers accepteraient-ils de passer la frontière, au prix d’une année d’études supplémentaire? Frédéric Borloz en convient, «cela pourrait être un frein dans un premier temps, mais le cursus vaudois passera également à moyen terme à quatre ans».

En sens inverse, la distance entre le Saanenland et le Chablais s’annonce réhibitoire. «À nous de réfléchir, par exemple, à des solutions pour des loge-

ments estudiantins à Aigle, pour permettre aux élèves d’y passer la semaine», réagit le conseiller d’État vaudois.

## Proximité et barrière de la langue

Ces trajets à rallonge font déjà partie de la réalité des familles damounaises, dont les enfants effectuent leur Maturité à Burier. Pour le fils de Laura Rubin, actuellement en première année, les journées sont longues. «Pour être en cours à 9 h, il doit prendre le MOB vers 7 h à Château-d’Ex. Le soir, il arrive vers 19 h 15 à Château-d’Ex, après une attente de 40 à 45 minutes pour une correspondance à Montreux.»

Le nouvel accord aurait le mé-

rite d’offrir une solution bien plus proche. «Mon fils n’exclut d’ailleurs pas de poursuivre à Gstaad, mais avec la barrière de la langue, ce n’est pas une évidence pour tous les élèves», réagit Laura Rubin. Sabine Massard, dont la fille est également en première année à Burier, confirme: «Même si le trajet est bien plus court, ma fille ne se voit pas suivre toute sa scolarité en allemand.»

Selon Laura Rubin, des discussions pour la création d’une filière bilingue ont eu lieu, sans aboutir pour l’heure. «C’est une vision que j’ai en tête, confirme Christoph Däpp. Peut-être pas sous la forme d’un enseignement totalement dans l’une ou l’autre langue, mais sous celle d’un en-

seignement immersif. Mais pour l’heure, ce n’est pas à l’ordre du jour.» Le directeur du site de Gstaad rassure toutefois: «Nous serons attentifs à l’encadrement des étudiants romands et des aides seront proposées. La plupart de nos enseignants parlent également le français et pourront accompagner les élèves.»

Dans ce contexte, Frédéric Borloz estime que la proximité de Gstaad pourrait d’ailleurs être un moteur supplémentaire à l’apprentissage de l’allemand: «On peut imaginer que la perspective de pouvoir effectuer ses études plus près pourrait pousser les parents et les élèves à accorder davantage d’attention à cette langue.»

## La réponse de la Confédération aux licenciements jugée «hypocrite»

**Affaire ProtestInfo** Pour la Confédération, le licenciement de deux journalistes de ProtestInfo alors qu’ils enquêtaient sur des affaires d’abus sexuels est une affaire privée et ne concerne pas la liberté des médias. La réponse donnée par l’Office fédéral de la communication (OFCOM) à la plateforme du Conseil de l’Europe pour la sécurité des journalistes le 12 février dernier ne satisfait pas la Fédération européenne des journalistes (FEJ), rapporte «Blick».

Pour rappel, à la suite de ces licenciements, la FEJ avait déposé une alerte auprès de la plateforme. Dans sa réponse à celle-ci, l’OFCOM explique d’abord qu’elle est «profondément attachée» à la liberté des médias. Toutefois, cet article «ne s’applique pas directement aux relations entre parties privées. Dans le cas présent, le litige concerne exclusivement des parties privées, à savoir l’éditeur CER/ProtestInfo et les journalistes licenciés. Les conflits entre la liberté éditoriale du personnel d’un journal et la liberté économique de l’éditeur en matière d’organisation sont régis par le droit suisse du travail», ajoute la Confédération. À cause de cela et «d’une procédure civile», les autorités ne peuvent donc pas intervenir, est-il écrit dans la réponse. Pourtant, «aucune procédure civile n’est en cours entre les deux journalistes et leur ex-employeur», rapporte le média.

Mais cette réponse ne convainc pas la FEJ. Ricardo Gutiérrez, son secrétaire général, la qualifie de «très décevante et hypocrite. L’alerte ne défend pas les privilèges des deux journalistes. Elle défend le droit des citoyens suisses à être informés. Licencier des journalistes parce qu’ils enquêtaient sur un sujet qui dérange, c’est une pression. Cela concerne directement l’intérêt public.» De plus, ProtestInfo appartient à Réf-Médias. L’organisme gère les médias pour les Églises réformées de Suisse romande et est financé par la Conférence des Églises réformées romandes. L’Église évangélique réformée vaudoise reçoit environ 33 millions par an de l’État et près de 90% de son budget vient donc d’argent public.

Laure Schmidt

PUBLICITÉ



Walter Ropé

# DOBIASCHOFSKY

FONDÉE EN 1923

## JOURNÉE D’EXPERTISE

BEAU-RIVAGE PALACE · LAUSANNE

24 février 2026 · 12 - 16 h

TABLEAUX DE MAÎTRES · ESTAMPES · AFFICHES  
ANTIQUITÉS · SCULPTURES · BIJOUX · MONTRES · VIN

Invitation à la consignment  
pour la mise aux enchères de printemps.  
Nos experts vous conseillent sans engagement.

Monbijoustrasse 30/32  
CH-3011 Bern

Tel. 031 560 10 60  
Fax 031 560 10 70

www.dobiaschofsky.com  
info@dobiaschofsky.com

